

RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4584 LUNDI 4 SEPTEMBRE 2023

CÉNI

# Convocation de l'électorat pour la présidentielle

Le vendredi 1er septembre, la centrale électorale a convoqué l'électorat pour ce niveau de scrutin. Elle a, de ce fait, réaffirmé sa volonté d'organiser les élections «dans le délai constitutionnel et avec un fichier électoral fiable». Cette convocation de l'électorat marque l'ouverture du Bureau de réception et traitement des candidatures à la présidentielle.

Page 3

Le siège de la Ceni à Kinshasa



## TITRES SECONDAIRES

### Présidence de la CNDH Paul N'Sapu démis de ses fonctions



La plénière tenue le 1<sup>er</sup> septembre à la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) a permis aux commissaires nationaux d'évincer le président de cette institution citoyenne. Alors qu'il menaçait d'ester en justice contre ses collaborateurs soupçonnés de mener une campagne de déstabilisation contre l'institution, Paul Nsapu a néanmoins été déchu et remplacé par Gisèle Kapinga.

Page 3

## GESTION DE LA TAXE FORESTIÈRE

### Sama Lukonde a échangé avec une délégation de gouverneurs des provinces

La dernière réunion entre le Premier ministre et une délégation des gouverneurs a permis d'arracher l'implication personnelle du chef de l'exécutif dans la résolution du problème de la gestion de la taxe forestière et du crédit carbone. Le débat a gravité notamment autour de l'identité de l'entité responsable de la collecte de la taxe sur la superficie forestière.

Page 2



Le Premier ministre Sama Lukonde entouré des six gouverneurs de province

## ACTIONS SOCIALES

### Des vivres et non-vivres pour les orphelins

La Fondation «Éternel est mon berger» de Maman Yvette Mbuyi a effectué, le 1er septembre, une seconde descente à l'orphelinat « Partage ton pain avec celui qui a faim ». Cette visite répond aux nombreuses sollicitations exprimées par les pensionnaires de cet orphelinat situé dans la commune de Mongafula à Kinshasa.

Page 4

## ÉDITORIAL

## Espérons

## GESTION DE LA TAXE FORESTIÈRE

## Sama Lukonde échange avec une délégation de gouverneurs des provinces

La dernière réunion entre le Premier ministre, Sama Lukonde, et une délégation de six gouverneurs représentant les vingt-six provinces de la République démocratique du Congo a permis d'arracher l'implication personnelle du chef de l'exécutif dans la résolution du problème de la gestion de la taxe forestière et du crédit carbone. En 2022, il était même question de créer un cadre de concertation entre les institutions nationales et provinciales. Visiblement, les violons sont loin de s'accorder.



Le Premier ministre Sama Lukonde entouré des six gouverneurs de province

C'était une réunion qui portait sur une matière inscrite à l'ordre du jour de plusieurs échanges passés entre les membres du gouvernement central et les autorités provinciales. Les propos de la gouverneure du Maï-Ndombe et porte-parole de ses collègues, Rita Bola, n'a laissé guère de doute sur les attentes inassouvies des provinces. La problématique de la gestion de la taxe forestière et du crédit carbone, a-t-elle affirmé à l'issue de la rencontre, demeure une question d'actualité. Et à ce stade malheureusement, le seul acquis est l'engagement du patron du gouvernement, Sama Lukonde, à s'impliquer personnellement afin que ces problèmes soient résolus.

Mais quels sont les problèmes ? Pour certaines autorités provinciales, le centre d'impulsion doit

revenir en provinces. D'autres ont revendiqué clairement un droit de regard depuis l'attribution des concessions forestières. Concrètement, il y a par exemple le débat autour de la collecte de la taxe sur la superficie forestière. Cette dernière est perçue totalement par la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations, alors qu'elle revient théoriquement à la province.

En effet, l'exploitation forestière se fait en provinces et non à Kinshasa. Quant à la taxe sur le crédit carbone, l'actuel arrêté ministériel n'accorde que 20 % à la province. Paradoxalement, dans le cas des minerais, les provinces obtiennent 40 % de rétrocession, dont 25 % pour la province et 15 % pour les territoires (zone d'exploitation). Les auto-

rités provinciales s'interrogent tout simplement sur les raisons de cette différence d'approche. Le 12 mai dernier, Rita Bola est sortie du cabinet du Premier ministre, Sama Lukonde, avec le même espoir d'un dénouement rapide de ces deux questions brûlantes. Pour nombre d'experts, le principal enjeu pour Kinshasa et les provinces ne peut être éludé. Les provinces veulent mieux profiter de leurs forêts, à travers une politique de conservation du patrimoine forestier pour le développement du pays et non la conservation juste pour la conservation. Enfin, des efforts doivent être faits au niveau de la transparence dans l'attribution des sites forestiers. Tout l'objectif est d'arriver à faire jouer à la province le rôle qui lui revient. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé  
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chef de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou  
Dorly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédaction en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa-RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault  
Adjoint à la direction : Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint : Elvy Bombete  
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundaka Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## CÉNI

## convocation de l'électorat pour la présidentielle

Il n'y a plus de doute. Les élections générales prévues pour décembre prochain auront bel et bien lieu. Selon la Commission nationale indépendante (Céni), le processus est irréversible au regard des acquis déjà engagés.

Après l'enregistrement des candidatures pour la députation nationale et provinciale, la centrale électorale s'apprête maintenant à reprendre le même exercice, cette-fois pour les postulants à la présidentielle. Le vendredi 1er septembre, la centrale électorale a convoqué l'électorat pour ce niveau de scrutin. C'était au cours d'une cérémonie organisée au siège de cette institution d'appui à la démocratie à Kinshasa en présence de plusieurs personnalités, notamment des diplomates, politiques et religieux. Cette convocation de l'électorat marque l'ouverture du Bureau de réception et traitement des candidatures à la présidentielle.

Deux séquences ont marqué cette cérémonie. D'abord l'intervention du rapporteur de la Céni, Patricia Nseyi, qui a lu la décision de la plénière convoquant l'électorat pour ce scrutin. Ensuite, le président de la l'institution, Denis Kadima, a, dans son mot de circonstance, réaffirmé la volonté de son institution à organiser les élections «dans le délai constitutionnel et avec un fichier électoral fiable». «Nous sommes convaincus que ce



**«Nous sommes convaincus que ce 4<sup>e</sup> cycle électoral va hausser le standard en matière électorale et ainsi contribuer à la consolidation de la démocratie et de la paix dans notre cher pays»**

4<sup>e</sup> cycle électoral va hausser le standard en matière électorale et ainsi contribuer à la consolidation de la démocratie et de la paix dans notre cher pays», a-t-il déclaré, avant d'appeler les parties prenantes à soutenir

le processus électoral. Du 9 septembre au 8 octobre prochain, les bureaux de la Céni seront ouverts pour réceptionner les dossiers des candidats présidents de la République.

Alain Diasso

## PRÉSIDENTE DE LA CNDH

## Paul N'Sapu déchu

Malgré les menaces faites par le président de la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), Paul N'Sapu, qui accuse ses collègues commissaires nationaux de mener une campagne de déstabilisation de cette institution, ces derniers l'ont destitué et ont choisi une autre personne à la tête de la structure.

La plénière tenue, le 1<sup>er</sup> septembre, à la CNDH a permis aux commissaires nationaux d'invalider le président de cette institution citoyenne, Paul N'Sapu Mukulu et d'élire Gisèle Kapinga pour le remplacer.

Avant, Paul N'Sapu avait menacé d'ester en justice contre certains de ses collaborateurs, les cinq commissaires nationaux qui le poussaient à la démission. Cet ancien de la société civile les reprochait de mener une campagne de déstabilisation de cette institution citoyenne en voulant entraver son travail, alors qu'elle a besoin de toutes ses ressources

pour mener à bien sa mission. Ces menaces n'ont pas empêché ces commissaires nationaux, qui n'ont pas pu obtenir la démission de Paul N'Sapu, de le faire tomber de son piedestal à l'issue de la plénière tenue le vendredi.

Ces commissaires nationaux de la CNDH, notent-on, ont adressé, le 30 août, une correspondance au président de cette institution à qui ils ont exigé sa démission avec effet immédiat. Ils ont rappelé à cet ex-membre de la société civile certains faits à sa charge, qui compromettent le bon fonctionnement de cette institution d'appui à la démocratie.



Paul N'Sapu

Il s'agit, entre autres, de l'atteinte à la dignité de la personne humaine, pour avoir proféré des menaces verbales et physiques à l'endroit de ses collègues; du trafic d'influence et de la violation du code de bonne conduite de l'agent du service public de l'Etat. Paul N'Sapu est également accusé d'avoir instauré le

mercantilisme à la CNDH alors qu'il violerait également les dispositions de la loi sur la CNDH relative aux attributions des commissaires nationaux.

Ces commissaires nationaux reproches également au président de la CNDH d'avoir unilatéralement et sans avis de la plénière mis fin au travail d'un

grand nombre d'agents et cadres de cette institution ; le manque d'un plan programme pour le fonctionnement de la CNDH ; la tentative de détournement des frais de fonctionnement de cette institution ; le mépris de ses collègues ; l'attitude permanente d'opposer ses collègues en usant du mensonge et la ruse ; la politisation du fonction de président de la CNDH, ainsi que le refus de présenter le rapport financier du premier semestre 2023 de la CNDH, en dépit de la loi et des demandes répétées des commissaires nationaux.

Lucien Dianzenza

## ACTIONS SOCIALES

## Des vivres et non-vivres pour des orphélins

Le deuxième geste en moins d'une semaine de la Fondation «Éternel est mon berger de maman Yvette Mbuyi» (FEMB-YM) répond aux sollicitations de l'orphelinat «Partage ton pain avec celui qui a faim» exprimées lors du premier passage de l'équipe de l'ASBL, qui avait pourvu les orphélins des objets classiques pour faciliter leur rentrée scolaire.

La Fondation «FEMB-YM» a effectué, le 1er septembre, une seconde descente à l'orphelinat «Partage ton pain avec celui qui a faim» situé sur la rue Park n° 439 au quartier Ngafani, dans la commune de Mongafula. Cette activité a été motivée par la volonté de répondre positivement à la demande de cet orphelinat faite lors du premier passage de l'équipe de cette ASBL dans cette maison au cours de laquelle l'équipe de la FEMB-YM a amené des fournitures et tenues scolaires au bénéfice des orphelins encadrés par cette maison en vue de leur assurer la rentrée de classe 2023-2024.

Conduite par le coordonnateur Yves Tshimanga, accompagné de l'assistante sociale Irène Kitenge et de l'intendante Germaine Mbuyi, l'équipe de la FEMB-YM a, cette fois-ci, amené, dans sa gibecière des denrées alimentaires de première nécessité. Il s'agit notamment des sacs de riz, de haricot, des bidons d'huile végétale et d'huile de palme, des sacs de semoule de maïs et de farine de manioc, du sucre de canne, de la braise, des savons de toilette et de lessive,

des filets d'oignons, des cartons de tomate concentrée, etc. En plus de ces denrées, la fondatrice Yvette Mbuyi a mis entre les mains de ses représentants une enveloppe pour la survie de ces enfants pris en charge par l'orphelinat ainsi que le paiement des frais de soins de santé d'une adolescente présentée à l'équipe de la fondation lors de son passage dans ce centre d'hébergement.

#### La joie sur les visages des enfants

La descente était également l'occasion pour l'équipe de la FEMB-YM de remettre des uniformes confectionnés aux garçons hébergés dans cet orphelinat. Ces derniers les ont reçues avec satisfaction. La joie était immense au point que ces enfants ont exprimé leur reconnaissance à l'endroit de la présidente et initiatrice de cette Fondation, maman Yvette Mbuyi. Ces aliments et autres biens, qui pourraient couvrir plusieurs jours, a indiqué le responsable de cet orphelinat, Max Mbenga, sont arrivés à point nommé.

Ce dernier, ému par ces gestes successifs à l'endroit des enfants qu'il prend en



Des vivres apportés aux orphélins

charge et qu'il encadre, a eu des mots justes pour saluer le soutien remarquable de la donatrice Yvette Mbuyi, qui vit en France, par le truchement de sa Fondation. « Je suis ému et content en même temps de voir la promptitude avec laquelle la FEMB-YM de notre très chère Maman Yvette Mbuyi est revenue dans peu de

temps chez nous, en vue de nous apporter, une fois de plus, son soutien », a-t-il dit. Et de poursuivre : « Les aliments, les uniformes, le frais de prise en charge de l'adolescente enceinte, et surtout avec ces messages d'amour et de solidarité. Cette fondation nous a apporté des choses de qualité. Cela prouve combien tous

les membres ainsi que la fondatrice ont la considération et le respect de ces enfants orphelins qu'ils viennent de soutenir. Je bénis Dieu d'avoir mis cette structure sur notre chemin et je dis un grand merci à madame la présidente et fondatrice de la FEMB-YM ».

Lucien Dianzenza

## MUSIQUE

## Aya Nakamura livre deux concerts successifs à Kinshasa

Le premier show de la star franco-malienne est une soirée VIP annoncée au Showbuzz, le 7 septembre, à partir de 18h00, et pour la seconde, elle est à l'affiche à l'Athénée de la Gombe le lendemain dès 17heures.

Cette semaine de rentrée scolaire s'annonce plutôt mémorable pour les jeunes branchés de Kinshasa assez friands de la musique d'Aya Nakamura. Dieu seul sait combien les adolescents et jeunes adultes adulent la jeune star et donc ne manqueraient pour rien au monde au moins l'un de ses concerts dans la capitale. Contacté par Le Courrier de Kinshasa, le Showbuzz affirme avoir débuté la vente des billets depuis la semaine du 21 août. Mais avec des coûts comme 300 \$ pour les places standards et 500 \$ pour les VIP, c'est bien cher payé pour le Kinois lambda qui va assurément préférer le show de l'Athénée de la Gombe. Pour celui-ci, annoncé le 8 septembre, la

billetterie normalement ouverte depuis le 20 juillet sur la plateforme wimbi.africa devrait avoir fermé depuis le 30 août dernier. Et les tarifs de ce concert populaire s'élèvent à 25 \$ pour les billets standard et 150 \$ pour les VIP.

D'aucuns tiennent déjà le concert de l'Athénée de la Gombe pour l'événement musical de l'année, du moins pour Kinshasa. De son côté, fort de l'engouement que le concert va susciter, l'agence événementielle CVH Event confirme son début à 17 heures. A cet effet, elle conseille aux nombreux fans d'Aya Nakamura d'arriver à temps question de ne pas manquer le début de ce concert exceptionnel qui devrait rendre la circu-



lation difficile aux abords de l'Athénée de la Gombe comme d'ordinaire en pareille occasion.

#### Aya Nakamura, icône de la mode

Egalement tenue pour une icône de la mode par les jeunes générations, les concerts de l'interprète de Djadja, son premier tube sor-

ti le 6 avril 2018, sera aussi un rendez-vous des jeunes Fashionista. Plusieurs s'apprêtent déjà pour ce moment dans l'espoir d'y découvrir les dernières tendances de la mode, à savoir qu'Aya Nakamura fait rêver plus d'une avec son style à la croisée du streetwear et du sexy. C'est dire qu'en sus de la musique où la belle diva de 28 ans a récolté un succès planétaire, elle a également réussi à intégrer l'industrie de la mode. Ainsi, elle a notamment fait la première Cover-girl de Vogue France, plus précisément son numéro de novembre 2021. Ce n'est pas rien, faut le dire, de faire ainsi la couverture de cette version française du magazine américain tenu pour l'un des principaux magazines de mode féminins dans le monde. Et, beaucoup

plus récemment, l'on note qu'Aya avait littéralement créé l'événement au défilé Givenchy automne-hiver 2023-2024.

La popularité d'Aya Nakamura établie bien au-delà des frontières françaises passe notamment par plus de 3 milliards de vues cumulées sur YouTube. Elle est, à n'en pas douter, l'une des chanteuses les plus écoutées sur les plateformes musicales à la faveur de tubes tels que Djadja, Pookie, Comportement, ou encore Copines. Dire qu'elle a la cote est un doux euphémisme car la mère d'Aïcha et Ava a des fans partout dans le monde. Kinshasa, capitale musicale, n'est évidemment pas en reste tout autant que Brazzaville où elle posera ses valises par la suite.

Nioni Masela

## GABON

# Brice Oligui Nguema prête serment ce lundi

Le général Oligui Nguema sera intronisé, ce 4 septembre, président de « transition » devant la Cour constitutionnelle qui a été réhabilitée momentanément.

Le nouvel homme fort du Gabon, le général Brice Oligui Nguema, sera intronisé président d'un pouvoir de « transition » à la durée encore indéterminée. Pendant ce temps, l'opposition exhorte les militaires à reconnaître plutôt la « victoire » de son candidat à la présidentielle, Albert Ondo Ossa. Ce dernier a qualifié le coup de force de « révolution de palais ». Il a aussi pointé du doigt la sœur d'Ali Bongo, Pascaline Bongo, comme étant potentiellement à la manœuvre du coup d'Etat pour maintenir en place « le système Bongo ».

Après la prise de pouvoir, Brice Oligui Nguema a organisé des rencontres avec le corps diplomatique et les forces vives de la Nation. Il a également mis en garde des entrepreneurs accusés de corruption. Par ailleurs, il a promis de « réorganiser » les institutions dans un sens « plus démocratique » et « plus respectueux des droits humains », dans un discours devant le corps diplomatique. « La dissolution des institutions décrétée mercredi lors du coup d'Etat est temporaire, et il s'agit de les réorganiser, afin d'en

faire des outils plus démocratiques et plus en phase avec les normes internationales en matière de respect des droits humains, des libertés fondamentales, de la démocratie et de l'Etat de droit mais aussi de la lutte contre la corruption qui est devenue monnaie courante dans notre pays », a déclaré Brice Oligui Nguema.

Dans un autre discours devant les représentants de la société civile, il a également promis une nouvelle « Constitution qui va dans le sens des aspirations du peuple gabonais resté trop longtemps dans la souffrance » et « un nouveau code électoral », en ajoutant toutefois: « compte tenu du contexte, ne confondons pas vitesse et précipitation, qui va lentement, va sûrement ».

Yvette Reine Nzaba



**« Compte tenu du contexte, ne confondons pas vitesse et précipitation, qui va lentement, va sûrement »**

## AFRIQUE

## Antonio Guterres dénonce la vague des coups d'Etat qui secouent le continent

Dans une déclaration publiée le 2 août, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a exhorté tous les pays à agir rapidement pour mettre en place « des institutions démocratiques crédibles et l'Etat de droit ».

L'Afrique a enregistré huit coups d'Etat depuis 2020 (Burkina Faso, Mali, Guinée, Niger et Gabon). Un retour en force des militaires qui passe mal pour le secrétaire général des Nations unies qui a condamné le putsch « comme moyen de résoudre la crise post-électorale », au Gabon.

Pour Antonio Guterres, « ces putschs ne sauraient être l'alternative aux maux qui gangrèment des pays du continent ». « De

nombreux pays sont confrontés à des problèmes de gouvernance profondément ancrés, mais les gouvernements militaires ne sont pas la solution. Ils aggravent les problèmes. Ils ne peuvent pas résoudre la crise. Ils ne peuvent que l'aggraver. J'exhorte tous les pays à agir rapidement pour mettre en place des institutions démocratiques crédibles et l'Etat de droit », a déclaré le secrétaire général de l'ONU.

Y.R.Nz.

## Le Rwanda et le Cameroun réorganisent leurs armées

Le Rwanda et le Cameroun ont dévoilé, le 1er septembre, des changements importants au sein de leurs forces de sécurité, qui ont eu un impact sur le personnel militaire de haut rang.

Au Rwanda, le président Paul Kagame a mis à la retraite des centaines de soldats, ce qui a coïncidé avec la promotion de jeunes soldats dans le cadre de la sécurité nationale. De nouveaux généraux ont également été nommés pour diriger les divisions de l'armée situées dans tout le pays. La Force de défense du Rwanda (RDF) a publié un communiqué indiquant que Paul Kagame avait approuvé la mise à la retraite de douze généraux, quatre-vingt-trois officiers supérieurs et six officiers subalternes.

En outre, quatre-vingt-six sous-officiers supérieurs seront mis à la retraite. Environ 678 soldats ont pris leur retraite à la fin de leur contrat, et 160 autres ont été réformés pour des raisons médicales. Des figures éminentes de la guerre de libération du Rwanda de 1994, dont le général James Kabarebe, le général Fred Ibingira et le général de corps d'armée Charles Kayonga se

trouvent parmi les retraités. Ils ont tous deux occupé le poste de chef d'état-major de l'armée rwandaise. Le même jour, Paul Kagame a élevé plusieurs jeunes officiers au rang de colonel et a désigné de nouveaux généraux pour diriger des divisions militaires. Parmi les autres retraités figurent le lieutenant-général Frank Mushyo Kamanzi, actuellement ambassadeur du Rwanda en Russie, et le général de division Albert Murasira, ancien ministre de la Défense.

En juin, le président rwandais a nommé Juvenal Marizamunda nouveau ministre de la Défense, succédant à Albert Murasira, qui occupait ce poste depuis 2018.

Parallèlement, le président camerounais, Paul Biya, a procédé à de nouvelles nominations au sein de l'unité administrative centrale du ministère de la Défense.

Y.R.Nz.

## La CEEAC appelle au retour à l'ordre constitutionnel

La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) a condamné le coup d'Etat au Gabon et a appelé au retour de l'ordre constitutionnel dans ce pays.

« La Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) suit avec une profonde préoccupation l'annonce faite par les forces de défense et de sécurité, hier mercredi, relative à leur prise de pouvoir. La Commission de la CEEAC condamne fermement le recours à la force comme voie de résolution des conflits politiques et d'accès au pouvoir », indique le communiqué publié le 1er septembre.

En outre, la Commission de la CEEAC a appelé le peuple gabonais au dialogue « pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel ».

Y.R.Nz.

## BURKINA FASO

## Une délégation russe rencontre le gouvernement de transition

Une délégation conduite par le vice-ministre russe de la Défense a rencontré plusieurs responsables du gouvernement de transition au Burkina Faso, dont le président Ibrahim Traoré.

Le colonel général Younous-Bek Evkourov, vice-ministre russe de la Défense, et sa délégation, ont été reçus par le capitaine Ibrahim Traoré et le ministre de la Défense, le colonel-major Kassoum Coulibaly. Les échanges entre les deux parties ont porté sur plusieurs sujets déjà évoqués au cours de la rencontre entre les chefs d'Etat burkinabè et russe à Saint-Petersburg lors du sommet Afrique-Russie, selon le compte rendu des services de la présidence du Faso. La coopération militaire, technique et économique ou encore le nucléaire ont été les principaux points des échanges. Le chef de la délégation russe a également rassuré la partie burkinabè sur le soutien de son pays dans le domaine militaire.

« Dans le domaine de la coopération militaire, on a discuté de la formation militaire des élèves et officiers de différents niveaux, y compris des pilotes dans notre pays », a soutenu le colonel-général Younous-Bek Evkourov.

Le vice-ministre russe de la défense a déclaré que les discussions vont se poursuivre sur toutes les questions qui pourraient susciter une coopération entre son pays et le Burkina Faso.

Y.R.Nz.

INSTITUT FRANÇAIS  
Congo - Pointe-Noire

# PONTON MIZIKI FESTIVAL

30 SEPT > 1<sup>ER</sup> OCT 2023



EN FACE DE LA VILLA MADIBA,  
CÔTE SAUVAGE DE POINTE-NOIRE

© sebastien-gravouil.fr

## YOUSSOUPHA • SUSPECT 95

LES BANTOUS DE LA CAPITALE • ZAO • L-HAD  
DJ OMZO • DJ MISS MAK • DJ LEUZ ZARAK (ELECTRAFRIQUE)  
CONQUERING LIONS • ZINA HOPE • PATERNE MAESTRO  
BERLEABILEM • SPIRITANANDA • MACKTOOB • QUEENDORCELLE  
HENDRY MASSAMBA • TYTY MEUF A PART • CHORALE IFC



PERENCO  
CONGO



TICKET STANDARD 1 JOUR : 2 000 FCFA • 2 JOURS : 3 000 FCFA  
TICKET VIP 1 JOUR : 6 000 FCFA • 2 JOURS : 10 000 FCFA  
ESPACE ENFANTS 1 JOUR : 1 000 FCFA (CERTAINES ATTRACTIONS PAYANTES)  
ESPACE PREMIUM 1 JOUR : 20 000 FCFA • 2 JOURS : 30 000 FCFA  
PRÉVENTES À PARTIR DU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE À L'IFC DE POINTE-NOIRE



## COOPÉRATION CULTURELLE

# Redynamisation du partenariat entre l'ambassade d'Italie et le Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza

Le nouvel ambassadeur d'Italie en République du Congo, Enrico Nunziata, a réaffirmé son soutien aux actions du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, le 1er septembre, lors de sa visite de ce lieu historique et culturel du Congo.

Le diplomate italien, nouvellement arrivé, a voulu s'imprégner de l'histoire du Congo. Le lieu indiqué ayant trait à l'Italie et la France, où l'explorateur franco-italien a marqué l'histoire en fondant la ville de Brazzaville en 1880. A travers la « Marche sur les traces de Pierre Savorgnan de Brazza », Enrico Nunziata a été édifié largement sur cette belle histoire, une histoire très émouvante.

La visite a débuté par l'audience au deuxième module où les deux personnalités ont parlé de la redynamisation du partenariat entre l'ambassade d'Italie et le Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza. Ensuite, au premier module où le diplomate italien et Belinda Ayessa se sont inclinés devant les restes mortuaires de Pierre Savorgnan de Brazza avant de passer en revue les tombes du reste de sa famille. « Je suis très ravi d'avoir rendu hommage à la figure historique de Pierre Savorgnan de Brazza. Comme Italien, je suis fier d'avoir un explorateur italien qui est le pilier fondamental historique du peuple du Congo. Il était connu comme un apôtre de paix. Il était contraire à l'esclavagisme et il a été connu par sa philosophie de la non-violence. C'est un exemple qui doit inspirer les générations futures. On ne peut qu'être fier de lui. Je voudrais remercier, par conséquent, la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Belinda Ayessa, pour



L'ambassadeur d'Italie au Congo et la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza lors de la visite guidée/Adiac

**« Nous tenons sincèrement à vous remercier pour cet honneur et le temps que vous avez accordé pour suivre la marche sur les traces de Pierre Savorgnan de Brazza. »**

cette visite qui n'a pas été seulement une visite, mais aussi une occasion pour comprendre la passion, la vision qui est derrière ce projet », a déclaré l'ambassadeur Enrico Nunziata.

Ce mémorial, a-t-il ajouté, est un projet qu'il faut continuer à soutenir parce que les valeurs qui découlent de ce projet sont des valeurs très importantes pour les jeunes. Ce projet bénéficie donc du soutien de l'ambassade de l'Italie qui accompagnera sa directrice pour organiser ensemble des initiatives louables.

Le diplomate italien a apprécié à sa juste valeur les propos de son compatriote, le Pr Detalmo Pirzio Biroli, qui a indiqué lors de sa venue au Congo que ce pays était sa patrie. « La patrie c'est quand on partage les mêmes valeurs, quand on aime de la manière la plus sincère un autre peuple. Or, de ce point de vue, les Italiens sont amis du peuple congolais. Quand on partage des histoires ensemble, on peut se sentir comme faisant partie de cette patrie, on peut donc la considérer comme son pays », a souligné l'ambassadeur d'Italie.

Remerciant son hôte, la directrice générale du Mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza a dit : « Nous tenons sincèrement à vous remercier pour cet honneur et le temps que vous avez accordé pour suivre la marche sur les traces de Pierre Savorgnan de Brazza. »

**Bruno Okokana**

## EUROPE

## Charles Michel : l'UE doit être prête à intégrer de nouveaux membres « d'ici 2030 »

L'Union européenne doit être prête à intégrer de nouveaux membres « d'ici 2030 », a exhorté le président du Conseil européen, Charles Michel, lors d'une conférence à Bled, en Slovénie.

« Si nous voulons être crédibles, nous devons parler de calendrier », a lancé Charles Michel. « Alors que nous préparons le prochain agenda stratégique de l'UE, nous devons nous fixer un objectif clair. Je crois que nous devons être prêts - des deux côtés - d'ici 2030 à un élargissement », a-t-il poursuivi au Forum stratégique de Bled, en Slovénie. Cinq pays des Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie), l'Ukraine et la Moldavie sont candidats à l'adhésion et ont entamé pour certains des négociations avec l'UE depuis plus de dix ans. « C'est ambitieux, mais nécessaire. Cela montre que nous sommes sérieux », a-t-il ajouté lors de ce rendez-vous auquel participent des dirigeants des pays des Balkans occidentaux. L'élargissement de l'UE sera au cœur des

discussions des dirigeants des Vingt-Sept lors de leurs prochains sommets. Ils devront notamment se prononcer sur l'ouverture de négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie. La Commission européenne doit présenter à l'automne ses recommandations sur cette question. Les deux pays ont obtenu le statut de candidat en juin 2022, quelques mois après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

### Lentueur

Le Premier ministre albanais, Edi Rama, présent au Forum, a salué une annonce « extraordinaire », espérant qu'elle allait « se traduire par des étapes concrètes » dans un futur proche. S'il a jugé l'adhésion de l'Ukraine « naturelle » dans le cadre d'un projet européen « de paix », il a « souhaité

que ce voeu ne se fasse pas au détriment des Balkans occidentaux ». La Première ministre serbe Ana Brnabic a regretté pour sa part une très longue attente dans l'antichambre de l'UE qui a nourri l'euro-scepticisme dans son pays. « Nous sommes géographiquement, culturellement, économiquement européens », a-t-elle insisté, appelant les Vingt-Sept à « franchir le pas et à prendre une décision politiquement courageuse pour intégrer les Balkans occidentaux à la famille européenne ». Charles Michel a reconnu que « la lenteur de ce cheminement vers l'UE en a déçu beaucoup, à la fois dans la région et au sein de l'UE ». Le prochain sommet UE-Balkans occidentaux sera « adossé au Conseil européen » des 14-15 décembre, a-t-il annoncé.

Il a suggéré que la nouvelle approche d'in-

tégration progressive permette aux pays candidats de participer à certaines politiques européennes comme la défense et la sécurité une fois qu'ils sont jugés prêts, même s'ils n'ont pas rempli toutes les conditions pour être intégrés au bloc. Le président du Conseil s'est aussi dit « entièrement d'accord » avec le président français Emmanuel Macron sur le fait que l'UE devait se réformer avant le prochain élargissement. « Intégrer de nouveaux membres dans notre Union ne sera pas facile. Cela affectera nos politiques, nos programmes et leurs budgets. Cela va requérir des réformes politiques, et du courage politique », a-t-il reconnu. La Turquie est également un pays candidat, mais les négociations d'adhésion ont été gelées en 2018.

**Noël Ndong**

## RUSSIE/FRANCE

# Vladimir Poutine réagit aux propos de Nicolas Sarkozy sur l'avenir de l'Afrique

Au cours d'une rencontre avec des adolescents à l'occasion de la rentrée des classes, le président Russe Vladimir Poutine a déclaré qu'il était d'accord avec les récents propos de Nicolas Sarkozy sur l'avenir de l'humanité.

Le président russe, Vladimir Poutine, a indiqué qu'il partage « largement » la vision de l'évolution future du monde exposée par l'ancien président français Nicolas Sarkozy dans son nouveau livre. L'ex-chef d'Etat français estime notamment que la population de l'Afrique pourrait atteindre 2,5 milliards d'habitants à l'horizon 2050.

« Récemment, l'ancien président français Nicolas Sarkozy a publié un article dans lequel il parle de l'évolution future du monde. Je suis largement d'accord avec lui. Il dit que d'ici 2050, l'Afrique comptera déjà 2,5 milliards d'habitants, et l'Europe seulement 450 ou 430 millions. Et qu'en est-il de l'Asie? La Chine compte un milliard et demi d'habitants, l'Inde en compte un milliard et demi, l'Indonésie en compte déjà 300 millions », a souligné Vladimir Poutine.

Il a précisé qu'il s'agissait des processus objectifs qui ne sont pas liés à la situation politique, même si cette dernière apporte sa contribution aux réalités de la vie actuelle.



Le président russe devant les élèves./DR

**« Récemment, l'ancien président français Nicolas Sarkozy a publié un article dans lequel il parle de l'évolution future du monde. Je suis largement d'accord avec lui. Il dit que d'ici 2050, l'Afrique comptera déjà 2,5 milliards d'habitants, et l'Europe seulement 450 ou 430 millions. Et qu'en est-il de l'Asie? La Chine compte un milliard et demi d'habitants, l'Inde en compte un milliard et demi, l'Indonésie en compte déjà 300 millions »**

« D'ailleurs, nous accordons depuis longtemps une attention accrue au développement de nos relations avec les pays asiatiques, et cela sans lien avec des événements d'aujourd'hui. Nous le faisons naturellement, car compte tenu du rythme de développement de l'Asie et des pays asiatiques, le centre de la vie économique et le centre de la vie politique se déplaceront progressivement vers ces régions. C'est un processus absolument objectif et inévitable », a ajouté le président russe.

Dans une interview accordée au Figaro, mi-août, Nicolas Sarkozy a mis en garde contre « les vagues migratoires à venir ».

D'après lui, d'ici 2050 la population du continent africain passera de 1,3 à 2,5 milliards d'habitants, dont la moitié aura moins de 20 ans. L'ancien président français a, notamment, souligné que cette immense population coexisterait avec une région européenne en déclin démographique et donc « la vraie crise migratoire est à attendre ».

**Yvette Reine Nzaba**

## LUTTE CONTRE LES FLUX FINANCIERS ILLICITES EN AFRIQUE

## Le taux de pertes annuelles estimé à 90 milliards de dollars

La troisième édition de la conférence africaine portant sur la dette et le développement a été ouverte le 30 août à Dakar, au Sénégal. Au cours de cette réunion de haut niveau, les participants ont souligné qu'en termes de flux financiers illicites en Afrique, actuellement les estimations sont de quatre-vingt-dix milliards de dollars américains par année.

La rencontre organisée par Trust Africa et Afrodad est une occasion propice pour les experts africains d'échanger sur l'épineuse question des pertes d'argent illicite dans le continent africain. Elle réunit des parlementaires, des chercheurs et des représentants d'organisations internationales autour du thème "Les 4R pour les décideurs africains : réimaginer, repenser, réorganiser et remobiliser pour un ordre mondial africain". « En 2015 déjà, l'Afrique perdait cinquante milliards de dollars par an, en termes de flux financiers illicites. Actuellement, les estimations sont de quatre-vingt-dix milliards. Ces fuites de flux financiers touchent surtout les secteurs extractifs et miniers. Elles entraînent des pertes énormes

pour le continent », a déclaré le directeur exécutif de Trust Africa, Ebrima Sall.

Selon les participants, le continent africain est en proie à de pertes financières démesurées. Les auteurs de ces fuites exploitent les ressources ou commercent avec l'Afrique en utilisant tous les moyens leur permettant d'éviter des taxes aux États. Ainsi, il s'agit de monter les stratégies efficaces pour arrêter ce phénomène et rapatrier les ressources perdues dans les paradis fiscaux. Par ailleurs, en dehors des pertes, la hausse de la dette africaine s'explique par le fait que les pays africains s'endettent dans des monnaies étrangères.

« Certains pays, dont les États-Unis, sont beaucoup plus endettés que nous mais ils s'en-

dettent dans leur monnaie, ce qui fait que le risque n'est jamais trop élevé pour eux. Mais notre drame, c'est qu'on emprunte avec des conditions draconiennes et des monnaies qui ne sont pas les nôtres », a précisé, Ebrima Sall avant de conclure que les pays africains sont très lourdement endettés, ce qui représente un fardeau énorme pour le continent et l'empêche d'atteindre ses objectifs de développement durable et inclusif. D'autant plus, les ressources que nous générons vont en grande partie au remboursement de la dette. Ce qui fait qu'on passe beaucoup de temps pour se libérer de cette dette, qui est très lourde et hypothèque la transformation de notre économie.

**Rock Ngassakys**

## NIGER

## Le CNSP dénonce une « ingérence supplémentaire » de la France

Le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) a fait part, le 1er septembre, de sa « consternation » après les propos du président français, Emmanuel Macron, jugés « infantilisants » pour les chefs d'État africains.

Dans un communiqué, la junte militaire qui a pris le pouvoir au Niger a dénoncé une « ingérence supplémentaire ». « Apeurer et instrumentaliser la Cédéao pour les obliger à adhérer au projet néocolonialiste d'un autre âge d'invasion du Niger ».

Selon les nouvelles autorités, le président français agite « la psychose d'un risque régional de contagion de putschs » pour pousser la Cédéao à intervenir militairement.

Dans son discours, le président français déplorait une « épidémie » de coups d'État. « Nous soutenons l'action diplomatique de la Cédéao, et militaire quand elle le décidera », avait poursuivi le chef de l'État français, rappelant que Mohamed Bazoum était un « président démocratiquement élu, venant d'une ethnie minoritaire ». Pour le CNSP, cette mention vise « à fabriquer une division ethnique artificielle pour opposer les Nigériens les uns aux autres ».

Par ailleurs, le CNSP « s'oppose à tout paternalisme et à tout interventionnisme ». Il a affirmé également que « contrairement à la rhétorique macromienne qui consiste à dire que les militaires ont abandonné la lutte contre le terrorisme pour les privilèges du pouvoir à Niamey », les forces nationales sont « plus que jamais engagées à poursuivre leur lutte acharnée contre les forces terroristes ». Des forces terroristes qui seraient « soutenues par la France », selon le CNSP, qui conclut en affirmant vouloir « s'opposer à tout paternalisme et à tout interventionnisme ».

Signalons que des milliers de manifestants se sont rassemblés devant une base militaire de Niamey pour exiger le départ des soldats français. Ce rassemblement était initié par le mouvement M62, hostile à la présence militaire de la France au Niger.

**Yvette Reine Nzaba**



## DESCENTE PARLEMENTAIRE

## Dorel Eyobélé échange avec ses mandants

Le député de la circonscription électorale unique de Tchikapika, dans le département de la Cuvette, Dorel Eyobélé, a entrepris depuis le 28 août dernier une série de descentes dans les différents axes routiers pour poser des actes d'intérêts communautaires, discuter avec ses mandants et leur résumer la moisson des premières sessions de l'Assemblée nationale.



Le député face aux mandants/DR

Le député a lancé le 2 septembre les travaux de réhabilitation des toitures des centres de santé intégré (CSI) de Litombi et d'Eboundou, en sus des échanges avec les habitants des deux villages ainsi que d'Elondzi et de Lipounou. Pendant son séjour, Dorel Eyobélé va évaluer le niveau d'avancement des travaux de construction du lycée de Tchikapika, de l'agence de la société Energie électrique du Congo. Il a également lancé l'opération coup de poing salubrité pour une « Tchikapika propre ». Le député va remettre également à ses mandants quelques infrastructures déjà réhabilitées telles que les bâtiments abritant les logements des enseignants dans certains villages. S'agissant des travaux de l'Assemblée nationale, la chambre basse du Parlement a tenu du 15 octobre 2022 au 13 août 2023, trois sessions parlementaires, hormis la session inaugurale. Pendant ces différentes sessions, 98 avaient été inscrites dont 54 ont été examinées et adoptées. Les dix-neuf autres étant renvoyées pour la prochaine session. Ainsi, à la première session, dix-neuf affaires ont été adoptées sur les 32 inscrites. A la deuxième session, vingt-trois affaires ont été

adoptées sur les 35. À la troisième session, 12 affaires l'ont été sur les 32 à l'ordre du jour.

Dans chaque village où il est passé, l'élu a rappelé que la mission du député est beaucoup plus de voter les lois et de contrôler l'action gouvernementale à travers l'interpellation, la question orale, la question écrite, la question d'actualité.

Mettant à profit sa descente, Dorel Eyobélé sensibilise les parents d'élèves, les élèves et l'ensemble de la communauté éducative à l'uniformisation de la tenue scolaire à la prochaine rentrée prévue pour le 2 octobre prochain. Il insiste sur la consolidation des valeurs de paix, d'unité, de solidarité, du mieux vivre-ensemble. Considéré comme l'un des plus jeunes députés de la quinzième législature, Dorel Eyobélé est le suppléant du ministre Jean Jacques Bouya. D'un chantier à un autre en cours dans le district, il en juge le niveau d'avancement, collecte les éléments nécessaires avant de les transmettre à qui de droit. Le but étant de poursuivre les travaux, de les achever ou de mettre en service des ouvrages finis.

Parfait Wilfried Douniama

## VIE DES PARTIS

## Dave Mafoula annonce une tournée à travers le pays

Le président du parti politique « Les Souverainistes » (LS), Uphrem Dave Mafoula, a annoncé le 2 septembre à Brazzaville, au cours d'une conférence de presse, l'organisation d'une tournée nationale dénommée « Mbongui-Tour ».



Dave Mafoula

La tournée nationale qui démarre ce 3 septembre à Kinkala, chef-lieu du département du Pool, s'étendra jusqu'au 7 juillet 2024. « A la sortie de la dernière élection présidentielle de mars 2021, j'ai fait la promesse aux Congolais de rester proche d'eux à leur écoute. C'est au nom de cet impératif de proximité qu'a été initiée cette tournée nationale. Mbongui, en référence à nos valeurs traditionnelles de culture d'ouverture, de dialogue et d'échange solidaire, mais aussi en référence à notre culture de construction collective, dans la paix, l'harmonie et la sagesse. Avec Mbongui-Tour, je vais à l'écoute du peuple, dans nos territoires, villes et villages », a justifié Dave Mafoula. Cette initiative a été annoncée au cours d'un échange avec la presse sur le thème « L'indépendance : Que sommes-nous devenus, 63 ans après ? » Selon le président du parti LS, l'indépendance n'est pas seulement une date à commémorer, mais elle est avant tout un rappel de devoir envers les générations futures, celui de créer les

conditions d'un Congo où chaque citoyen a la possibilité de prospérer. « Chaque 15 août devrait être une étape nouvelle de notre voyage vers le développement et la pleine souveraineté. Ce devrait être aussi le moment privilégié d'honorer le sacrifice de nos pères de l'indépendance. J'entends ici par pères de l'indépendance, pas seulement les acteurs politiques majeurs, mais toutes les figures du courant républicain et indépendantiste de l'époque, quel qu'en soit le milieu où leurs aspirations ont été exprimées », a-t-il rappelé. C'est ainsi que Dave Mafoula a déploré le fait que 63 ans après son acquisition, l'indépendance n'a pas toujours été

responsabilité et de la vision nécessaires. Il a, par ailleurs, invité les Congolais à un sursaut collectif pour aider le pays à se relever, à réparer les erreurs du passé et à tracer un chemin vers un avenir prospère.

Abordant l'actualité internationale, le candidat malheureux à la dernière élection présidentielle a rappelé que la situation du Gabon suscite un sentiment d'inquiétude. « Au-delà, ce sont, en réalité, tous les événements politiques liés à l'instabilité constitutionnelle qui, par l'Afrique entière, nous inquiètent profondément. Nous ne pouvons ignorer l'impact négatif de ces événements qui, très souvent, sont accompagnés des périodes d'instabilité politique, économique et sociale, privant ainsi nos peuples de l'opportunité de progresser. Je ne puis donc m'empêcher d'exprimer ma solidarité, toute particulière au peuple gabonais, confronté au problème de rupture de l'ordre constitutionnel », a laissé entendre Dave Mafoula.

P.W.D.

## LE FAIT DU JOUR

## Agrégats bellicistes au Niger

Le coup d'Etat militaire du 26 juillet, la menace d'intervention de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'extrême tension avec la France : plusieurs fronts sont ouverts au Niger depuis la prise de pouvoir par les militaires à la fin du mois de juillet et tout y est pour faire parler la poudre dans ce pays mais l'on se demande, à quelles fins ?

Même si jusqu'à présent l'intervention projetée par la CEDEAO pour déloger les auteurs du putsch et rétablir le président renversé Mohamed Bazoum dans ses fonctions se fait attendre, la tension toujours palpable sur le terrain fait craindre le pire. Comme elles le déclarent à chacune de leurs sorties, les nouvelles autorités nigériennes prennent pour probable une expédition punitive des forces de la

communauté sous-régionale dans les jours et les semaines à venir. Elles pensent aussi qu'une puissance extérieure, en particulier la France, serait prête à soutenir militairement la CEDEAO en raison de la position anti-putsch exprimée à plusieurs reprises par Paris depuis le début.

Le refus catégorique du gouvernement français de tenir compte des annonces du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) est un signe que rien n'est entrepris pour atténuer le bras de fer ainsi enclenché. Niamey a, coup sur coup, dénoncé les accords militaires conclus avec la France, exigé le retrait du millier et demi de soldats français stationnés dans le pays et prié l'ambassadeur de France, Sylvain Itté, de quitter le Niger. A ces annonces Paris est resté immuable : « Nous rejetons toute

injection venant d'autorités sans légitimité ».

Le jour du putsch des manifestants s'en étaient pris à l'ambassade de France à Niamey mais les autorités françaises avaient averti qu'elles interviendraient si la vie de leurs diplomates et de leurs ressortissants était menacée. C'est dans cette optique qu'une opération d'évacuation de citoyens français et d'autres nationalités avait été déclenchée. Elle s'était déroulée sans encombre. Dans ce bras de fer qui se poursuit plus entre Paris et Niamey, qu'entre Niamey et la CEDEAO, le sort de Sylvain Itté, celui des accords militaires et du contingent français sur place sont les indices d'un rejet réciproque de se parler qui peut précipiter la situation.

Comme si les parties étaient à la recherche d'une brèche dans un

amas détritiques pour montrer leur vrai visage. Pour les militaires au pouvoir à Niamey il faut coûte que coûte obtenir le départ de Sylvain Itté mais un quelconque empressement dans la façon de parvenir à leurs fins pourrait donner du grain à moudre à Paris. Qui n'hésiterait pas à mettre en avant la préservation de la sécurité physique de son haut diplomate pour agir.

La CEDEAO pourrait-elle alors s'engouffrer dans la trouée pour lancer son plan de rétablissement de l'ordre constitutionnel concocté depuis des semaines ? De la sueur et du sang comme unique solution à cette crise nigérienne qui se régionalise ? On est sûr le qui-vive même si les derniers développements de l'actualité au Gabon où les militaires ont déposé le chef de l'Etat lors d'un putsch, le 30 août, peut détourner quelque attention.

Gankama N'Siah

## TECHNOLOGIES

## Réduire la fracture numérique, un défi pour le nouveau DG de l'Aden

Nommé le 12 août dernier en Conseil des ministres, le nouveau directeur général de l'Agence de développement de l'économie numérique (Aden), Héliodore Francis Alex Gouloubi, a pris ses fonctions le 1er septembre à Brazzaville. La réduction de la fracture numérique est l'un de ses challenges.

Expert en économie numérique, Héliodore Francis Alex Gouloubi succède à Guy Roland Ntsimba, qui dirigeait l'ADEN depuis sa création. Quoique nouveau, il vient à la tête de la direction de l'Agence de développement de l'économie numérique avec un agenda bien défini. Courant son exercice, le technicien promet de tout mettre pour booster l'économie numérique au Congo. Son premier défi consistera, avant tout, à réduire la fracture numérique à travers le pays. Pour ce faire, il va développer de nouveaux procédés technologiques devant permettre d'améliorer l'écosystème dans le domaine. « Parmi les défis à relever, nous avons en ligne de mire la réduction de la fracture numérique. Il s'agira d'apporter les services numériques de base dans les quatre coins du Congo, de manière à ce que chaque Congolais, où qu'il soit, tire profit de la révolution numérique. De même,

nous organiserons un focus spécial sur le genre, question d'intéresser les jeunes filles ainsi que les mamans à s'appropriier l'usage des services numériques », a expliqué Héliodore Francis Alex Gouloubi.

Né le 7 mai 1973, le nouveau directeur général de l'Aden est un ingénieur d'Etat en électronique, diplôme obtenu en Algérie en 1998. Sur le plan professionnel, Héliodore Francis Alex Gouloubi est nanti d'une riche expérience dans ce domaine. Jusqu'à sa nomination, l'ingénieur électronicien siégeait au Conseil de régulation



Francis Alex Gouloubi, lors de la passation de service Adiac

**« Parmi les défis à relever, nous avons en ligne de mire la réduction de la fracture numérique. Il s'agira d'apporter les services numériques de base dans les quatre coins du Congo, de manière à ce que chaque Congolais, où qu'il soit, tire profit de la révolution numérique. De même, nous organiserons un focus spécial sur le genre, question d'intéresser les jeunes filles ainsi que les mamans à s'appropriier l'usage des services numériques »**

de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE).

Consultant au cabinet du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Héliodore Francis Alex Gouloubi était, de 2019 à 2021, directeur des marchés du très haut débit à l'ARPCE.

L'Agence de développement de l'économie numérique est un établissement public à caractère administratif, dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle assure, pour le compte de l'Etat, la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'économie numérique et travaille avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème numérique afin de réaliser le passage du Congo au tout numérique.

La passation de service a été présidée par le directeur de cabinet par intérim du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Rufin Ondongo.

Firmin Oyé

### Helios Towers – Congo Brazzaville

#### APPEL D'OFFRE POUR :

#### Vente des équipements obsolètes ferreux et non ferreux

##### Objectif de l'appel d'offre

HELIOS TOWERS CONGO souhaite par le présent appel d'offre, informer aux différentes Sociétés spécialisées dans le traitement des matériels ferreux et non ferreux ayant l'agrément dûment délivré par le Ministère de l'Environnement et remplissant les conditions indiquées dans les documents à fournir ci-dessous, qu'elle lance un appel d'offre pour la vente des matériels obsolètes ferreux et non ferreux.

##### Contenu de l'Appel d'offres

Le contenu de l'appel d'offre est constitué des annexes ci-dessous :

- Questionnaire d'enquête du Partenaire ;
- Questionnaire commercial du Partenaire ;
- Accord de confidentialité ;
- Code de déontologie des tiers ;
- Recommandations QHSE (SHEQ Requirements) ;
- L'Offre commerciale et modalités de paiement.

##### Documents à fournir en réponse à l'appel d'offres

- Questionnaire d'enquête du Partenaire dûment rempli ;
- Questionnaire commercial du Partenaire dûment rempli ;
- Accord de confidentialité dûment rempli et signé avec cachet ;
- Code de déontologie des tiers dûment paraphé avec signature et cachet à la dernière page ;
- Le dossier fiscal de la société soumissionnaire (Statuts juridiques, RCCM, NIU, RIB, Copie pièce d'identité du DG ou du Gérant).
- Fournir un agrément du ministère de l'environnement

- Disposer d'une fenderie agréée par l'inspection départementale de l'environnement de la zone tout en ayant un agrément en cours de validité

- Disposer d'un site d'élimination des acides
- Fournir votre politique QHSE (Un système intégré de la Santé, Sécurité et de l'environnement mis en place)
- Fournir une évaluation des risques et fournir votre offre commerciale en format Excel.

##### Délais de soumission des offres

- Les offres doivent être transmises physiquement sous plis fermé à la Direction Générale de Helios Towers Congo située sur le Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, 1er Etage Immeuble TPI, Mpila Centre-ville, Brazzaville à l'attention du Directeur Général de Helios Towers Congo.

- L'offre commerciale sera envoyée en format Excel

- Les offres seront transmises à l'adresse indiquée ci-dessous au plus tard le 15 septembre 2023.

Retrait du dossier d'appel d'offre et délai  
Veuillez-vous rapprocher de la Direction Générale de la Société Helios Towers Congo pour le retrait du dossier d'appel d'offre qui vous sera transmis via votre adresse mail qui sera communiqué.

**La date de clôture du retrait des dossiers par les sociétés intéressées est prévue au plus tard le vendredi 08 septembre à partir de 15H00.**

Toute demande adressée au-delà de la date indiquée ne sera pas acceptée.

Pour toute clarification, prière de contacter le numéro ci-après : +242 05 679 20 37.



## AVIS DE RECRUTEMENT

Pour la mise en œuvre du Programme d'utilisation durable des terres (PUdT) financé par CAFI et l'AFD en République du Congo, le WWF Congo recrute aux postes ci-dessous dans le cadre du Mécanisme de Gestion des Plaintes et Recours (MGPR):

- Un (e) Coordinateur (rice) MGPR basé (e) à Brazzaville

- Deux (02) Assistants Techniques MGPR basés à Brazzaville.

- Cinq (05) Points Focaux MGPR (lieux d'affectation à déterminer)

Les candidats intéressés sont invités à soumettre leurs candidatures via [https://cameroon.panda.org/apply\\_to\\_a\\_job/apply\\_for\\_a\\_job/](https://cameroon.panda.org/apply_to_a_job/apply_for_a_job/). au plus tard le 10 septembre 2023.

## SOMMET DES TROIS BASSINS

## Plus de 1500 participants attendus à Brazzaville

Les préparatifs du premier sommet des trois Bassins forestiers tropicaux vont bon train, avec l'appel à mobilisation des partenaires techniques et financiers. La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, était face à la presse, ce 2 septembre, pour tenter de situer l'opinion sur l'enjeu de l'évènement et son niveau de préparation.

À moins de deux mois du sommet des trois bassins de biodiversité et des forêts tropicales, prévu du 26 au 28 octobre à Brazzaville, la sensibilisation des parties prenantes se poursuit via les canaux médiatiques et diplomatiques. Entre 1500 et 2000 représentants des communautés riveraines du Bassin du Congo, de l'Amazonie et du Bassin Bornéo Mékong (Asie du sud-est) sont attendus dans la capitale congolaise, mais aussi des dirigeants politiques, des experts et bailleurs de fonds.

Brazzaville est prête à accueillir les parties prenantes à l'initiative visant à établir une gouvernance sud-sud pour les régions forestières, a assuré la ministre de l'Environnement, coordonnatrice

technique de ce premier sommet des trois bassins. « Nous pouvons estimer à 80% le niveau de préparation du sommet ; il nous reste à finaliser l'envoi des invitations, entre-temps les inscriptions se poursuivent en ligne sur le site dédié au sommet des trois bassins », a indiqué Arlette Soudan-Nonault.

Parmi les enjeux de la prochaine rencontre figurent la formation d'une coalition des pays des trois bassins avec une gouvernance Sud-

Sud des écosystèmes forestiers représentant 80% de la biodiversité mondiale et la recherche des financements autour d'un marché de crédit-carbone « souverain ». Les trois bassins devraient tout faire, a estimé la ministre, pour capter 80% des financements promis lors de la Cop 27 pour le climat et de la Cop15 pour la biodiversité.

Elle a surtout insisté sur les objectifs à atteindre par les pays du sud, notamment de définir ensemble le schéma

de gouvernance mondiale à travers un accord de coopération entre les trois bassins ; de mettre en place des plans d'actions conjoints avec des objectifs clairs et chiffrés de conservation des ressources forestières. « Il nous faut des solutions alternatives pour aller vers la transition énergétique. Nous avons besoin de financement en vue de financer cette transition énergétique. Comment aller vers des panneaux solaires si nous n'avons pas

l'argent. Comment nous désengager de l'exploitation forestière si nous n'avons pas d'argent ? », a lancé Arlette Soudan-Nonault.

Les pays du sud devraient donc proposer un mode de financement adapté à leur réalité et aux besoins des communautés riveraines qui dépendent entièrement des ressources forestières. Les solutions envisagées à ce stade concernent le respect de la norme du marché de crédit carbone, le financement des projets intégrateurs, la levée des risques par les banques d'investissement, le financement des Petites et moyennes entreprises évoluant dans l'éco-tourisme, l'agriculture résiliente et l'immobilier.

**Fiacre Kombo**

**« Il nous faut des solutions alternatives pour aller vers la transition énergétique. Nous avons besoin de financement en vue de financer cette transition énergétique. Comment aller vers des panneaux solaires si nous n'avons pas l'argent. Comment nous désengager de l'exploitation forestière si nous n'avons pas d'argent ? »**

## Le Congo mobilise les partenaires financiers

La ministre de l'Environnement, du Développement durable et du bassin du Congo, coordonnatrice technique de la commission climat bassin du Congo, Arlette Soudan Nonault, a appelé, le 1er septembre, lors de la signature d'un accord de financement avec la représentante du Pnud, Adama Dian Barry, les différents partenaires à la mobilisation de financement pour la réussite de ce deuxième grand sommet des trois bassins de biodiversité et des forêts tropicales qui se tiendra du 26 au 28 octobre, à Brazzaville.

Les acteurs du système des Nations unies ont un fort engagement dans l'organisation du deuxième sommet des trois bassins de biodiversité et des forêts tropicales. Ils rassurent la ministre Arlette Soudan-Nonault de pouvoir compter sur eux pour l'accompagner.

« Nous sommes intéressés à nous impliquer fortement sur l'appui technique, financier, dans l'organisation de cet évènement. Ensemble nous témoignons à travers la réalisation de ce projet notre engagement », ont-ils indiqué. Cet engagement témoigne de la volonté du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui avait accepté de placer ce sommet sous l'égide des Nations unies à la suite de sa rencontre avec la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du bassin du Congo, coordonnatrice technique de la commission climat bassin du Congo, en mi-février 2023. A propos, le Programme des Nations unies pour l'environnement, basé à Nairobi, a été désigné comme entité orga-



La ministre Arlette Soudan Nonault signant avec la représentante du Pnud un accord de financement/Adiac

nisationnelle de l'ensemble des agences des Nations unies.

Vu les enjeux du climat, de la diversité, de l'environnement aujourd'hui, la ministre Arlette Soudan-Nonault a fait savoir qu'il y a urgence de mettre en

place une plateforme de coopération entre le bassin du Congo structuré en commission climatique du bassin du Congo, la commission climatique pour la région du sahel et la commission climatique des Etats insu-

lares. Ces trois commissions représentent 80 % des écosystèmes forestiers de la planète et 67 % des écosystèmes de biodiversité de la planète.

« Nous voulons être en coalition pour pouvoir protéger

les ressources naturelles. Il nous faut lever cette économie circulaire, pour cela il nous faut trouver des pistes de solution parce que nous sommes condamnés à nous désengager des énergies fossiles, aller vers cette transition juste et équitable. Voilà pourquoi nous voulons avoir les plateformes d'échange entre les trois commissions, avoir cette coopération Sud-Sud mais qui n'exclut pas les partenaires des pays du nord », a signifié la ministre, ajoutant que le Congo collabore avec les deux autres régions, notamment l'Amazonie et l'Asie du Sud-Est.

Le sommet des trois bassins a pour objectifs de définir et adopter les grandes lignes d'un schéma de gouvernance mondiale à travers un accord de coopération, un engagement des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres des bassins, des Etats partenaires du secteur privé, des ONG et des communautés à œuvrer pour atteindre ces objectifs.

**Rosalie Tsiankolela**

## EDUCATION

## Le gouvernement et les syndicats préparent la rentrée scolaire

La rentrée des classes aura lieu le 2 octobre 2023. Le gouvernement et la plate-forme syndicale de l'éducation nationale jouent leur partition pour que tout se passe comme prévu par le calendrier scolaire.

A un mois de la rentrée scolaire, les ministres en charge de l'Enseignement général, Jean Luc Mouthou et de l'Enseignement technique, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, ont échangé avec la plateforme syndicale de l'éducation nationale. La tenue de la commission administrative paritaire; la publication du statut particulier des enseignants; le paiement du rappel de solde; l'uniformisation de la tenue scolaire sont autant de sujets que les deux parties ont évoqués.

Concernant la commission administrative paritaire, 5000 dossiers ont déjà été reçus pour le compte du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation. Celui en charge de l'Enseignement technique et professionnel s'apprête à mettre en place le dispositif afin de lancer les opérations. Un guichet unique sera créé pour le traitement des dossiers des deux départements ministé-



Rencontre entre les ministres et la plateforme syndicale Adiac

riels. Quant au paiement du rappel de solde, le chapitre sera inscrit au budget 2024. Ce point nécessite l'appui des ministres en charge des Finances et du Budget. « Des rencontres sont prévues avec les deux ministres », a fait savoir le porte-parole de la plateforme syndicale de l'éducation nationale, Herbin Baketiba. Les deux membres du gouvernement et les représentants de la plate-forme syndicale de l'éducation nationale ont, par ailleurs, évoqué l'uni-

formisation de la tenue scolaire qui vient d'être adoptée et qui va entrer en vigueur dès la rentrée prévue le 2 octobre prochain. Il convient de rappeler que l'uniformisation de la tenue scolaire pour l'enseignement général, technique et professionnel est telle qu'au collège et au lycée, c'est-à-dire le secondaire, l'uniforme est la même : chemise (deux poches avec rabats, épaulettes) et pantalon kaki pour les garçons, chemise (deux poches avec

rabats, épaulettes) bleu ciel et pantalon bleu sombre de taille normale pour les filles. Au préscolaire, la tenue est composée d'un tablier de couleur rose pour les apprenants de sexe féminin, et bleu ciel pour les garçons. Quant aux écoles de formation professionnelle, ce sont les couleurs bleu, violet, blanc, vert et noir qui sont retenues. Le décret précise les spécificités selon les filières.

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire,

secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, ainsi que celui de l'Enseignement technique et professionnel, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, ont salué la tenue de la rencontre qui, prélude à la rentrée scolaire, a permis d'éclairer la lanterne des uns et des autres sur des questions liées à l'amélioration du système éducatif, particulièrement à la réussite de la rentrée scolaire qui pointe à l'horizon.

**Rominique Makaya**

## CSLC

## L'élection des deux professionnels des médias fixée au 6 septembre

Le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) a lancé, le 31 août, un appel à candidature pour le renouvellement de ses membres nommés depuis le juin 2019, indique un communiqué de presse signé par le ministre de la Communication et des Médias, Thierry Lézin Mougalla.



L'élection interviendra le 6 septembre au ministère de la Communication et des Médias, poursuit le communiqué, ajoutant que les deux personnalités du secteur devant siéger au CSLC à raison d'un journaliste et d'un technicien. Les dossiers sont déposés au secrétariat central dudit ministère du 1er au 5 septembre. Ils sont composés notamment d'un extrait d'acte de naissance, une photocopie de la pièce d'identité, un passeport ou un permis de conduire, un casier judiciaire et un certificat de nationalité, une copie du texte d'intégration ou d'engagement à la Fonction publique, une attestation de présence au poste. Tous ces documents doivent être déposés dans une enveloppe format A4, précise le communiqué.

Au cours du scrutin, le corps électoral sera constitué des membres du cabinet, des directeurs généraux, des directeurs centraux et d'administrateur délégué du Centre national de radio-télédiffusion ainsi que des chefs de services.

**Lydie Lydie Oko**

## SANTÉ

## Une campagne de don du sang pour sauver des vies

La conseillère départementale et municipale du club 2002 PUR à Lumumba 1, Prisca Massossa, a organisé dernièrement une campagne de don du sang, un acte généreux, solidaire et bénévole qui permet de soigner de nombreuses personnes malades à Pointe-Noire.

Aucun médicament de synthèse ne peut remplacer le sang. Or, il y a chaque jour des situations d'urgence et des besoins chroniques à traiter par des transfusions sanguines. Les besoins des patients sont toujours aussi importants alors que les réserves de sang sont en dessous du seuil à la banque de sang de Pointe-Noire. Pour pallier ce manque, la conseillère Prisca Massossa a organisé une campagne de don du sang. Pour la plus jeune conseillère de Pointe-Noire, donner son sang est un acte de solidarité, de partage et de fraternité grâce auquel des centaines et des milliers de vies sont sauvées dans le monde.

En effet, les transfusions de sang et de produits sanguins contribuent à sauver des millions de vies chaque année. Elles sont indispensables lors des actes médicaux et chirurgicaux complexes et permettent ainsi de prolonger la vie des patients souffrant de maladies mortelles tout en améliorant leur qualité de vie. Elles jouent aussi un rôle essentiel et vital dans les soins de la mère et de l'enfant, ainsi que lors des interventions d'urgences en cas de catastrophe d'origine hu-

maine ou naturelle. De ce fait, tout système de santé efficace doit absolument disposer d'un service qui permet aux patients d'accéder à du sang et à des produits sécurisés en quantité suffisante.

Cependant, en République du Congo, les services de transfusion sanguine sont confrontés à la difficulté de trouver suffisamment du sang tout en assurant la qualité et la sécurité. « Au cours des trois dernières années, la République du Congo a pris des mesures pour augmenter les dons de sang afin de couvrir ses besoins annuels de 150 000 poches en moyenne. Des centres de don de sang ont été mis en place dans les principaux hôpitaux permettant ainsi, grâce aux donateurs volontaires, une augmentation de l'offre. Ainsi, en trois ans, celle-ci est passée de 45000 à 86000 poches. Mais des efforts restent à fournir, car les besoins actuels sont estimés à une moyenne de 150000 poches par an », a dit Prisca Massossa.

Jeune et engagée, l'élu du club 2002 PUR a profité de cette occasion pour combattre les fausses idées reçues quant à la mystification du don de sang autour des

croyanances. Elle pense que ce qui empêche des gens de donner leur sang serait dû en partie aux croyances ancrées dans certaines communautés, chez lesquelles la symbolique du sang donne à penser que l'âme réside dans le sang. Donner de son sang revient à perdre son âme, ses totems et sa puissance. Ces derniers estiment que le fait de donner leur sang les expose et les rend vulnérables. « Face aux idées reçues à la vie dure ou aux craintes ancestrales fortement enracinées dans notre inconscient, une communication claire et rassurante est nécessaire pour réussir à lever les doutes et à convaincre les gens de l'importance de donner de leur sang », a-t-elle conclu.

Notons que cette campagne qui a mobilisé plus d'une centaine de militants du club 2002 PUR vise à améliorer le stock de sang à la banque de sang de Pointe-Noire mais également à sensibiliser la communauté ponténégrine à l'importance et aux avantages du don. En organisant cette activité, Prisca Massossa perpétue l'action politique de son parti fondé sur le principe de la solidarité

**Hugues Prosper Mabonzo**

## MORT DE JACQUES CHEVRIER

## Un homme de lettres, promoteur des littératures francophones

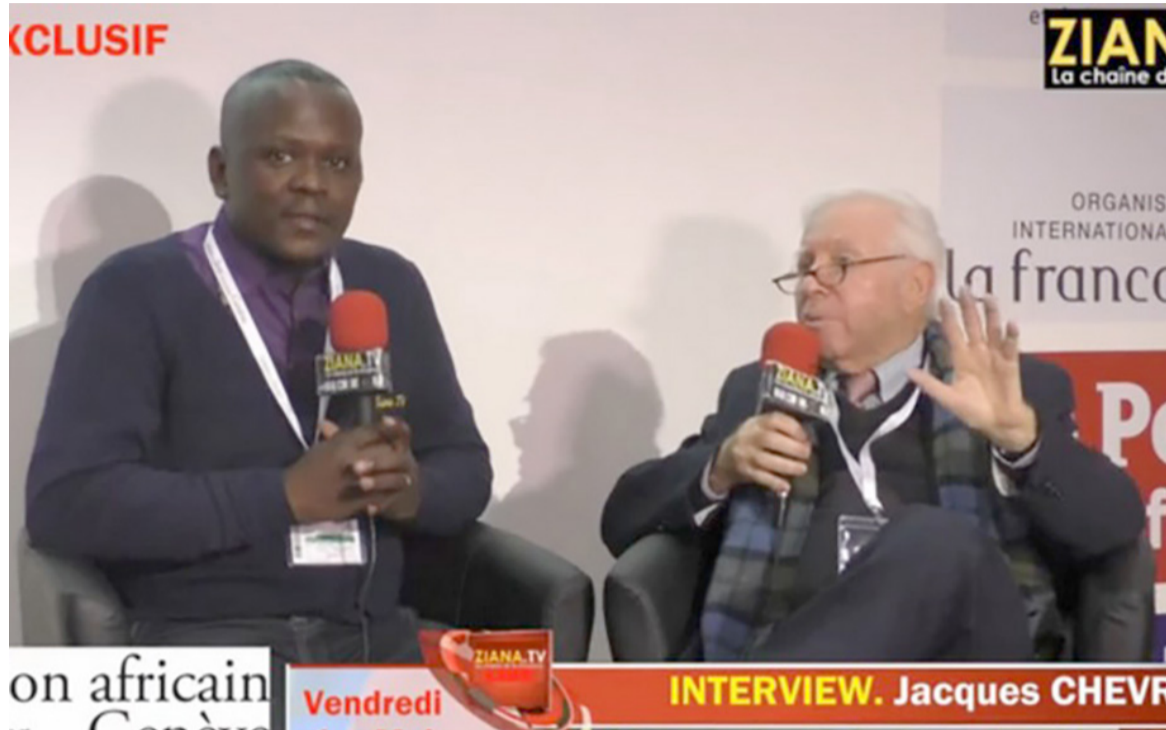
Jacques Chevrier, universitaire français, s'est éteint le 30 août. Il avait 89 ans.

Ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, agrégé de lettres modernes et docteur ès lettres, Jacques Chevrier a été, entre 1997 et 2003, titulaire de la chaire d'études francophones et a dirigé le Centre international d'études francophones de la Sorbonne.

Durant sa carrière littéraire, il s'est fortement impliqué dans la promotion des littératures francophones au point d'assurer la présidence de l'Association des écrivains de langue française, de créer en 2004 le prix Ahmadou-Kourouma dans le cadre du Salon international du livre et de la presse de Genève. Ses fonctions ont été plus ou moins en rapport avec celle-ci.

Par exemple, il a été directeur de la collection « Mondes noirs poche » chez Hatier et de la collection « Archipels littéraires » aux éditions Moreux. Il a été également responsable du jury du Grand Prix littéraire d'Afrique noire. C'était un habitué de la Librairie Galerie Congo et un des intervenants sur le Stand Livres et Auteurs du Bassin du Congo, espace littéraire initié par les Dépêches de Brazzaville au Salon du Livre de Paris.

On peut ajouter qu'il a été responsable du jury du Grand prix



Jacques Chevrier au Salon du livre africain de Genève, interview Ziana TV/DR

**La richesse et la diversité de la production africaine contemporaine qui, après bien des épreuves, s'affirment de jour en jour comme une littérature à part entière, tant par sa quête sans complaisance d'une réalité encore largement problématique que par sa recherche d'un langage nouveau**

littéraire d'Afrique noire, et il a fait partie du Conseil d'administration du Festival international des théâtres francophones, du Conseil d'administration de la Biennale de la langue française, ainsi que du Conseil scientifique de la Revue des Littératures du Sud. Enfin, il a présidé la Société des études littéraires francophones fondée sur son initiative en mai 2001.

Dans une tribune internationale de la francophonie intitulée « Quarante ans de littérature africaine : de la Sorbonne à Barbès », qu'il avait prononcée le 30 mai 2006 au Cercle Richelieu Senghor de Paris, il avait conclu en soulignant la richesse et la diversité de la production africaine contemporaine qui, après bien des épreuves, s'affirment de jour en jour comme une littérature à part entière, tant par sa quête sans complaisance d'une réalité encore largement problématique que par sa recherche d'un langage nouveau. « À bien des égards, un modèle et un symbole de la vitalité du fait francophone », avait-il affirmé.

Marie Alfred Ngoma

## LIVRES

## «Les jeunes années d'un producteur» d'Abdallah Denis Nguesso

Paru à Maïna éditions et diffusé à L'Harmattan, Les jeunes années d'un producteur «La gomme, le pouvoir, énigmes et les genoux de la grand-mère», l'ouvrage autobiographique d'Abdallah Denis Nguesso compte 243 pages et décrit la jeunesse de l'auteur.



L'écrivain  
Abdallah  
Denis  
Nguesso

Constitué de trois grands titres, Le combat de jeunesse ; Spiritualité et Elévation, Les jeunes années d'un producteur « La gomme, le pouvoir, énigmes et les genoux de la grand-mère » relate également l'expérience professionnelle d'Abdallah Denis Nguesso en tant que producteur de musique congolaise à l'époque où la guerre éclate dans son pays. Il dévoile certaines faces cachées de l'univers franco-africain, et celles tout aussi peu connues de la production de la musique africaine en France. Homme caméléon et énigmatique, Abdallah Denis Nguesso adapte son comportement à toutes les circonstances que le destin lui impose. Plus de deux cents pages de ce livre à la fois déconcertantes et provocantes vont faire découvrir au lecteur un univers historique et musical franco-africain.

Dans son avant-propos, l'écrivain Maïna Lecherbonnier souligne qu'Abdallah Denis Nguesso, dit ADN, a une personnalité qui

résulte de mutations familiales, professionnelles, politiques et religieuses où se croisent à la fois le destin de l'Afrique et celui du monde, le christianisme et l'islam. Certains le perçoivent comme un fils du pouvoir, alors qu'il est avant tout l'enfant d'un Congo en quête de paix et d'unité, au-delà des clivages ethniques, à l'instar de tous les pays africains... S'il est vrai que tout être humain est d'abord le produit de sa famille et de son milieu, ADN est le fruit de sa parentèle et de son pays à travers les tourments que l'une et l'autre traversent, poursuit-elle. On retrouve en ADN l'ensemble des valeurs sédimentées par les vicissitudes d'une telle évolution à la fois individuelle et collective. Fils de l'Afrique, père, mère, grand-mère, frères, sœurs, tout un village ont apporté chacun leur contribution à la constitution de son caractère et de ses sentiments, fondement de sa personnalité originale et profonde.

Bruno Okokana

## EQUIPEMENTIER

## La Fécofoot annonce la fin de sa collaboration avec Macron

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) a dévoilé son intention de se tourner vers d'autres équipementiers au cours de la session du comité exécutif qui s'est tenue le 31 août.

Cette envie d'ailleurs marque ainsi la fin d'une collaboration qui a été officialisée le 2 novembre 2019 à Brazzaville lors de la première cérémonie de présentation de maillots.

« Le Comité exécutif a été informé que le contrat avec Macron est arrivé à son terme. Bien que Macron voulant le reconduire, le comité exécutif a décidé de se tourner vers d'autres équipementiers. Ainsi, il a décidé de lancer un appel d'offres », a indiqué le communiqué.

Outre les aspects liés à l'équipementier, la Fécofoot a indiqué la signature de la convention de partenariat en vue de la professionnalisation des championnats nationaux Ligues 1et 2 avec Ava Sport Evens. La cérémonie aura lieu à Brazzaville mais la date n'a pas été révélée.

Le comité exécutif a aussi dévoilé le nom de son futur directeur technique national. Alain Blin a été retenu au terme de la procédure d'appel à candidature. Francini Samba s'occupera du Bureau régional de la Fifa à Brazzaville qui va sous peu rouvrir ses portes. Il est attendu à Brazzaville d'ici à la fin du mois de septembre.

Au cours de cette réunion, la Fécofoot a, par ailleurs, évo-



Les membres du comité exécutif en pleine session/Adiac

qué la préparation et la participation des Diabes rouges seniors hommes et dames aux éliminatoires des Coupes d'Afrique des Nations dans les deux versions. « Je voudrai que vous focalisiez votre attention sur le match de la dernière journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations qui opposera le 10 septembre à Marrakech, au Maroc,

notre équipe nationale A à celle de la Gambie. Dans la même veine, cette invite va également sur la préparation et la participation des Diabes Rouges seniors dames pour la double confrontation contre la Guinée-Bissau dans le cadre des éliminatoires de la CAN féminine 2024. Autant d'enjeux majeurs qui placent nos équipes nationales face

à leur destin », a expliqué Jean Guy Blaise Mayolas.

Les Diabes rouges seniors hommes vont débiter officiellement leur mise au vert le 3 septembre à Marrakech, au Maroc. Le comité exécutif s'est félicité des dispositions qui ont été prises pour faciliter ce regroupement. Il a invité l'ensemble des sportifs congolais « à être uni comme un seul homme derrière

l'équipe nationale pour l'accompagner à la victoire synonyme d'une qualification à la phase finale de la CAN en Côte d'Ivoire ».

Les dames, par contre, ont été invitées par le Cameroun à disputer un match de préparation contre les Lionnes Indomptables le 9 septembre à Douala avant sa double confrontation contre la Guinée-Bissau comptant pour les éliminatoires de la Can Maroc 2024.

Les sessions du Comité exécutif, rappelons-le, offrent à ses membres un cadre idéal d'échange et de réflexion. C'est aussi le lieu où ceux qui le composent se concertent sur les actions à entreprendre pour une bonne gouvernance du football congolais.

James Golden Eloué

**« Être uni comme un seul homme derrière l'équipe nationale pour l'accompagner à la victoire synonyme d'une qualification à la phase finale de la CAN en Côte d'Ivoire »**

## 44ES CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DES CLUBS CHAMPIONS DE HANDBALL

## Les Congolais fixés sur le programme de leurs rencontres

La Confédération africaine de handball a dévoilé le calendrier des 44<sup>es</sup> championnats d'Afrique des clubs champions que le Congo aura le privilège d'abriter du 28 septembre au 7 octobre respectivement aux gymnases Nicole-Oba à Talangaï et Henri-Elendé

L'équipe de la Direction générale de la sécurité présidentielle (DGSP) débutera son aventure le 28 septembre à Nicole-Oba en affrontant Bandama à 18 heures après la cérémonie d'ouverture. La DGSP livrera son deuxième match le 2 octobre sur les mêmes installations contre FAP du Cameroun avant de terminer la phase de groupe le 3 octobre contre Petro de Luanda.

Grain de sel, l'autre équipe engagée chez les dames, recevra le 29 septembre Al Ahly à 18 heures. Elle fera sa deuxième sortie le 2 octobre contre Primeiro d'Angola à 16 heures avant



L'équipe de la DGSPDR

d'affronter A. Nziko le 3 octobre à 12 heures.

Chez les hommes, Petro sport sera reçu le 28 sep-

tembre à 14 heures par Red Star avant d'effectuer sa deuxième sortie le 29 septembre à 19 heures contre

Zamalek d'Egypte. Le 3 septembre à Henri-Elendé, Petro Sport va en découdre avec A Nziko du Cameroun.

BMC, le dernier représentant congolais chez les messieurs, débute la compétition le 28 septembre en affrontant la JSK au gymnase Henri-Elendé à 12 heures. Le 29 septembre au gymnase Nicole-Oba, cette formation recevra JSE Skida d'Algérie à 14 heures. Puis BMC terminera la phase de poules le 3 septembre à 16 heures en accueillant FAP du Cameroun.

Les matches à élimination directe, notamment les quarts de finale, se joueront le 4 septembre. Les demi-finales et les finales se disputeront respectivement les 6 et 7 octobre.

J.G.E.

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

## National 1, 4e journée

La machine Ibayi est lancée : auteur de son premier but, le week-end dernier à Versailles, l'attaquant franco-congolais a inscrit un doublé vendredi soir et permet à Rouen de battre Orléans 2-1.

L'avant-centre de 28 ans a ouvert les hostilités à la 20e en sollicitant un one-two avec Benkaid, mais sa frappe croisée du droit est détournée par Viot. Sept minutes plus tard, il lance Ghedjemis, qui déborde à droite et lui remet en retrait : du droit, le natif de Porto-Vecchio ouvre

le score.

Alors que l'USO avait égalisé au retour des vestiaires, il redonne l'avantage à son équipe en poussant, du gauche, un centre de Lopy (47e).

Passeur puis centreur aux 52e et 53e, sans réussite, Ibayi n'accroche pas le cadre à la 76e puis est remplacé à la 79e.

Avant-centre complet (mobilité, vitesse, adresse des deux pieds et de la tête), le fils de l'ancien international congolais Edmond Ibayi fait le bonheur des Diables rouges de Rouen. Et ceux du

Randi Goteni était aligné devant la défense de Marignane-Gignac, défait à Villefranche (1-2). Sorti du onze de départ, Christ Makosso a assisté au naufrage de Sochaux face au FC Goal (0-3). Entré à la 61e, alors que le score était acquis.

Natanaël Bouékou est entré à la 44e lors du match nul de Niort à Nancy (2-2).

Jason Ngouabi n'était pas dans le groupe de Cholet, vainqueur 2-1 d'Épinal.

Sans Rodney Mazikou, non convoqué, Châteauroux bat Dijon (2-0).

## Transferts

## L'AE Kifisia mise sur Thievy Bifouma

Promu en première division grecque, le FC AE Kifisia a recruté Thievy Bifouma, laissé libre par l'OFI Heraklion.

Thievy Bifouma va poursuivre sa carrière en Grèce : vingt-quatre heures après avoir résilié avec l'OFI Heraklion, Thievy Bifouma s'est engagé en faveur du FC AE Kifisia, promu cet été en Super league.

En rupture avec le club crétois, après une saison 2022-2023 bien en deçà des attentes (11 matches, 3 passes décisives), l'international congolais est attendu dans la banlieue d'Athènes pour dynamiser l'attaque de Kifisia.

L'ailier de 31 ans renforce un secteur offensif composé du Brésilien Criciuma, du Bosnien Ozegovic, du Ghanéen Tetteh, de l'Argentin Anderregen et le Grec Pantelidis.

Une attaque restée muette en deux matches, puisque l'unique but inscrit par le promu lors des deux premières journées est l'œuvre du défenseur Masouras.

Alors que son dernier but en club date de mai 2022 (avec Bursaspor face à Manisaspor), Bifouma va-t-il retrouver le sens du but ?

Peut-être dès ce week-end face à l'Atromitos, rencontre de la 3e journée pour laquelle il est convoqué ? Ou alors avec la sélection, face à la Gambie le 10 septembre, lui qui avait marqué un penalty face au Soudan du Sud en mars dernier ?

Notons qu'il s'agit du seizième club du natif de Saint-Denis depuis son départ de Strasbourg : Espanyol Barcelone, Las Palmas, West Bromwich Albion, Almeria, Grenade, Reims, Bastia, Osmanlispor, Sivasspor, Ankaragücü, Malatyaspor, FC Shenzhen, HLJ Ice City, Bursaspor, OFI Heraklion et donc Kifisia.

## Nsana à Sakaryaspor, Ngoma à Botosani

Changement de clubs pour les



Thievy Bifouma rejoint Kifisia, promu en D1 grecque (DR)

deux gauchers d'origine congolaise: Ngoma s'engage en D1 roumaine, tandis que Nsana rejoint la D2 turque.

Auteur de 7 buts et 2 passes

vénié. Le milieu de terrain relayeur de 23 ans va poursuivre sa carrière en deuxième division turque. Le Dionysien a signé un contrat de deux ans en fa-



Kablan Ngoma a signé en première division roumaine (DR)

décisives avec le Racing Union, Kablan Ngoma a réussi son pari : se relancer au Luxembourg pour rejoindre un championnat plus compétitif.

Ainsi, le natif de Mantes-la-Jolie rejoint le FC Botosani, actuelle 15e de première division roumaine, avec lequel il s'est engagé pour deux saisons.

S'il brille à Botosani, le gaucher de 27 ans peut espérer attirer la convoitise des grosses écuries locales que sont le CFR Cluj ou le Steaua Bucarest.

Mercredi soir, Kablan Ngoma a fait ses grands débuts sous le maillot du FC Botosani : l'ailier droit congolais est entré à la 64e, alors que sa nouvelle équipe était tenue en échec par le Dacia Mioveni.

En fin de contrat au NK Bravo, Simon Nsana quitte lui la Slo-

veur de Sakaryaspor, actuel 7e du classement (5 points en 3 matches).

Si la destination n'est guère prestigieuse, on peut lui souhaiter la même réussite qu'à Sylvester Ganvoula. L'attaquant des Young Boys de Berne s'était servi, en 2016-2017, de son passage à Elazigspor (5 buts en 16 matches de D2) comme tremplin vers la Jupiler league.

Rappelons que l'ancien Lensois avait participé au rassemblement des Diables rouges en juin dernier, sans être administrativement qualifié. C'est désormais chose faite, comme William Hondermarck.

Mais Nsana, qui n'a pas encore débuté la compétition, n'a logiquement pas été sélectionné, tandis que le joueur de Newport County est blessé et forfait.

Camille Delourme



Christopher Ibayi inscrit son second but de la soirée du gauche, son 3e de la saison (DR)

## HUMEUR

## Quand la terminologie familiale s'introduit dans l'administration !

L'introduction de plus en plus remarquée du jargon familial courant dans les administrations publiques et privées ne va pas sans lourdes conséquences, car elle affaiblit l'application de certains textes administratifs quand il s'est agi d'une part de la prise de certaines sanctions disciplinaires ou d'autre part de rendre des services à ceux-là qui en ont besoin et qui arriveraient les premiers dans vos services.

Et pourtant la Constitution congolaise de 2015 est suffisamment claire sur cette question en instituant le français comme langue officielle de l'administration puis le lingala et le kituba comme les deux langues nationales véhiculaires. Alors que constatons-nous ces derniers temps dans des administrations ? Réponse : un usage inouï et abusif de cette terminologie familiale courante, notamment tonton, tantine, nocko, moto na nga, mwana mère, ndéko, famille et autres. Ces termes qui s'infiltrent de plus en plus dans nos administrations produisent des effets parfois regrettables tout en occasionnant un fonctionnement au rabais de l'administration.

Quand ces termes sont employés dans des hôpitaux, banques, mairies, police, gendarmerie, écoles, universités et dans d'autres services d'utilité publique, l'ordre d'arrivée n'est plus respecté et cela peut aussi occasionner un désordre ou une magouille. Ces termes créent une parenté sociale spontanée.

Le langage administratif ne devrait pas être celui des quartiers populaires du genre. Ce langage familial courant des quartiers populaires crée une espèce de « népotisme atypique et vulgaire ». D'où le fonctionnement au rabais de l'administration. Cette familiarité sociale calculée dans des administrations est un vrai frein, elle fait baisser les rendements sur tous les plans. Encore que dans certaines structures de répression officielle, tous les textes souffrent d'une certaine « anomie sociale » comme disent les spécialistes des sciences humaines et sociales.

Arrêtons cette façon de faire, car elle tue l'administration.

## TÉLÉPHONIE MOBILE

## Encore des efforts dans l'identification des abonnés

Malgré les différentes mises en demeure adressées aux deux opérateurs MTN Congo et Airtel Congo, aucune amélioration n'a été constatée dans le respect des conditions d'identification des abonnés à la souscription d'abonnements aux services de réseaux de téléphonie mobile, a déploré mercredi 30 août l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (ARPCE) au cours d'une réunion avec les principaux opérateurs.

Dans le cadre de ses missions régaliennes, l'ARPCE a effectué un contrôle d'identification des abonnés dans la période allant du 4 juillet au 4 août 2023 dans plus de 16 localités à travers le pays. Il ressort de ce travail un constat mitigé car les résultats attendus par le régulateur ne sont toujours pas atteints malgré plusieurs réunions d'observation sur la réglementation en vigueur en matière d'identification des abonnés.

Les données statistiques de ce rapport, présenté par Benjamin Mouandza, directeur des réseaux et services de communications électroniques, étalent une faiblesse générale dans le processus d'identification, et démontrent que l'interdiction de la vente des cartes Sim pré-activées édictées par la loi n'est pas respectée par les opérateurs.

A la lumière de cette enquête, la société Airtel Congo a identifié en moyenne 40% des cartes Sim dans les règles en 2023 contre 19% en 2022, tandis que MTN conserve le même taux d'identification de 48% de 2022 en 2023. Quelques localités seulement présentent des données acceptables à l'instar de Kinkala, dans le Pool, où les deux opérateurs sont égaux à 100% d'identification réussie des abonnés. Même son de cloche pour Airtel à Ngo



Benjamin Mouandza à droite, présidant la réunion avec les représentants des opérateurs Airtel Congo et MTN Congo/Adiac

et MTN à Gamboma avec 100% d'opérations réalisées dans les normes.

Ces quelques exemples ne représentent malheureusement qu'une goutte d'eau dans la mer, parce que dans la plupart des grandes villes le résultat est

alarmant. A Pointe-Noire, Dolisie et Nkayi, les deux opérateurs affichent 0% d'une opération d'identification réalisée dans les règles, et à Brazzaville Airtel se dessèche à 7% et 22% pour MTN. D'autres données comme celles récoltées à Boundji, dans la Cuvette (0% pour Airtel et 37% pour MTN) montrent à suf-

### Faiblesse générale dans le processus d'identification, et démontrent que l'interdiction de la vente des cartes Sim pré-activées édictées par la loi n'est pas respectée par les opérateurs.

finance une faiblesse dans l'iden-

tification des abonnés. En 2023, Airtel et MTN n'auront donc pas atteint 50% dans cette opération primordiale, stagnant respectivement à 40% et 48%, pas loin des chiffres de 2022 avec les mêmes résultats dans les grandes villes du pays.

son apogée et les conséquences liées à une mauvaise identification deviennent de plus en plus complexes. Derrière les numéros impliqués dans la fraude il y a, en effet, des mauvaises identités. Le contrôle d'identification des abonnés a pour objectif de lutter,

teurs d'abonnements aux services de téléphonie fixe et mobile et conservation des données des communications électroniques.

En attendant une décision solennelle qui sera prise par la direction générale de l'ARPCE dans quelques jours, une mise en demeure sans doute, Benjamin Mouandza a annoncé qu'une double identification des abonnés devra désormais être exécutée en contraignant l'abonné ou le parrain de finaliser son identification vers un centre officiel prévu à cet effet par l'opérateur parallèlement à l'identification faite au point de vente.

« Il s'agit d'une authentification finale de l'identification des abonnés auprès des centres des opérateurs dans les 72h. Seule l'authentification donne lieu à l'activation finale de la carte Sim », a précisé le directeur de réseaux et services de communications électroniques à l'ARPCE.

Quentin Loubou

## RÉFLEXION

## L'Europe au défi d'elle-même

Nous l'avons écrit ici même à maintes reprises ces dernières années mais nous n'hésitons pas le répéter aujourd'hui au risque d'agacer quelque peu la sphère diplomatique et de nous attirer des remarques désagréables: l'Europe, la vieille Europe doit impérativement resserrer ses rangs si elle veut, du moins, continuer de figurer en bonne place dans la sphère des grandes puissances de ce temps. Classée parmi les groupes de nations les plus riches de la planète elle voit, en effet, son influence se réduire dangereusement sur la scène mondiale faute de savoir parler d'une seule et même voix dans les débats stratégiques qui marquent le début de ce vingt-et-unième siècle.

Soyons plus clair sur ce sujet : ayant compris, au sortir des deux guerres mondiales qui avaient

marqué d'un sceau sanglant le siècle précédent, que seule la mise en place d'une communauté régionale unie, organisée, riche et puissante ferait de l'Europe un acteur majeur de la scène internationale, l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas auxquels se sont joints, plus tard, le Royaume-Uni, l'Espagne, le Portugal et d'autres pays, soit au total vingt-huit nations qui ont bâti progressivement la communauté puissante et structurée dont le siège se trouve à Bruxelles. Mais qui n'ont pas su tirer de ce rapprochement les conclusions que les autres grandes puissances – la Chine, les Etats-Unis, la Russie, l'Inde – avaient elles-mêmes réussi à concrétiser : c'est-à-dire mettre en place des institutions qui leur permettraient de parler d'une seule et même voix à l'échelle mondiale. Avec de mul-

tiplés conséquences parmi lesquelles figurent en bonne place le fait que l'Union européenne n'a toujours pas de siège permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et que le Royaume-Uni s'est purement et simplement séparé d'elle à la suite du Brexit provoqué par ses dirigeants qui doutaient de son avenir.

Même si cela n'est pas encore très visible, des questions essentielles commencent à diviser ses membres : le manque de rigueur financière et le surendettement de certaines nations, la montée anarchique de l'immigration venue du grand Sud, l'incapacité de créer un système de défense collectif, la non coordination des diplomates sur les problèmes essentiels dont ce qui se passe aujourd'hui sur toute l'étendue de l'immense région du Sahel donne une image précise. Si elles n'ont

pas eu et n'auront peut-être pas d'effets destructeurs sur la communauté du Vieux continent, ces questions lui posent une série de problèmes au sein de sa gouvernance collective qui pourrait elle-même finir par mettre en péril son unité.

D'où cette idée, qui tôt ou tard s'imposera aux vingt-sept, selon laquelle le temps est venu de revoir les règles et les procédures en place afin de faire de l'Union une véritable grande puissance. Soit dit ceci en guise de conclusion provisoire de cette réflexion : les nations africaines attendent avec impatience, et elles ne sont pas les seules, un renforcement de la vieille Europe qui permette de mieux équilibrer leurs propres relations avec les « Grands » qui ont fait de ce continent l'un des enjeux majeurs des décennies à venir

Jean-Paul Pigasse